

**SE PRÉPARER
C'EST SAUVER DES VIES**

**RUTA DE
EVACUACION**



Réduction des
risques de
catastrophes

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire

aide humanitaire



SOMMAIRE

page

Qu'est-ce que la réduction des risques de catastrophes?	3
La Commission met l'accent sur la sensibilisation, la préparation et la prévention	3
• Systèmes d'alerte précoce	5
• Eau et assainissement	6
• Équipes de secours locales	7
• Abri d'urgence	8
• La préparation aux catastrophes commence à l'école	9
• Groupes vulnérables	10
• Préparation à la sécheresse	11
La réduction des risques de catastrophes en action	12
• Bangladesh	12
• République dominicaine	13
• Corne de l'Afrique	14
• Amérique Latine et Caraïbes	15
• Nicaragua	16
• Pérou	17
• Tadjikistan	18
• Vietnam	19
La solidarité européenne envers les victimes de catastrophes	20



QU'EST-CE QUE LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES (RRC)?

Chaque année, plus de 300 millions de personnes dans le monde sont affectées par des catastrophes naturelles (tremblements de terre, inondations, glissements de terrain, éruptions volcaniques, sécheresse, feux de friche, tempêtes tropicales et épidémies).

L'exposition aux catastrophes naturelles et à leurs risques associés est exacerbée par la croissance démographique, l'urbanisation rapide et désordonnée, la détérioration de l'environnement, la gestion médiocre des ressources et le changement climatique.

Il est extrêmement important que les communautés vulnérables soient préparées à réagir durant la période précédant l'arrivée des organismes d'aide sur la zone sinistrée. L'expérience montre en effet que les efforts de sauvetage les plus efficaces sont généralement consentis par les populations elles-mêmes touchées, pendant et après le sinistre.

La plupart des catastrophes sont impossibles à prévenir. Mais leur impact négatif peut être réduit ou évité grâce à différentes mesures, notamment la mise en place de systèmes d'alerte précoce et de plans d'évacuation. Les communautés à risque doivent être dotées de mécanismes de réponses efficaces aux niveaux local, régional et national. En bref, une bonne préparation peut faire toute la différence.



LA COMMISSION MET L'ACCENT SUR LA SENSIBILISATION, LA PRÉPARATION ET LA PRÉVENTION

Le service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) est confronté quotidiennement aux impacts des catastrophes naturelles ou causées par l'homme. Des personnes meurent, les moyens de subsistance sont anéantis et les communautés à risque deviennent chaque jour plus vulnérables. Les pays en développement manquent souvent des ressources nécessaires pour limiter l'impact des catastrophes naturelles, d'où l'aggravation de la souffrance des populations lorsque celles-ci surviennent.

La réduction des risques de catastrophes doit s'inscrire dans le cadre d'un effort continu, à long terme. Bien qu'intervenant essentiellement dans un contexte d'aide humanitaire à court terme, le service d'aide humanitaire de la Commission européenne a un rôle important à jouer.

La principale mission du service est de **sauver des vies humaines et de soulager les souffrances des personnes en situation de crise**. Sa contribution à la réduction des risques de catastrophes est principalement axée sur la préparation des personnes et des communautés à faire face aux catastrophes naturelles. L'accent est mis sur le financement de projets, basés sur les communautés, ayant pour but d'accroître la résistance des populations en cas de catastrophes naturelles. Ces projets, aux coûts relativement modestes, se sont avérés efficaces en termes de vies sauvées.

Les projets sont mis en œuvre par l'intermédiaire d'un grand nombre de partenaires, y compris des organisations locales qui permettent d'accéder aux populations les plus marginalisées et les plus vulnérables.

La politique de réduction des risques de catastrophes de la Commission comprend trois volets principaux:

- **les projets dédiés à la préparation aux catastrophes** (connus en tant que projets DIPECHO);
- **les décisions régionales** qui intègrent des composantes de réduction des risques de catastrophes lors des opérations d'aide humanitaire
- la promotion de **politiques de réduction des risques de catastrophes** auprès d'autres acteurs.

Créé en 1998, le programme DIPECHO est désormais mis en œuvre dans six régions sujettes aux catastrophes naturelles: l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud, l'Asie centrale, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud est et les Caraïbes. La Commission envisage actuellement d'étendre ce programme à la région de l'Afrique australe et de l'Océan Indien. Le principal objectif est d'améliorer les capacités de réaction des communautés et des institutions publiques locales dans les zones à risque.

Le programme DIPECHO comprend les éléments suivants:

- actions de sensibilisation;
- formation et renforcement des capacités des communautés;
- fourniture d'équipements tels que des kits de recherche et de sauvetage et des trousseaux de premiers secours;
- systèmes locaux d'alerte précoce;
- plans d'urgence, et;
- travaux de limitation des dommages à petite échelle, à des fins de démonstration.

Avec un autre programme lancé en 2006 et axé sur la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, le programme DIPECHO est la principale initiative du service d'aide humanitaire dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes.

Depuis les premiers projets en 1996, qui ont conduit à la mise en place en 1998 d'un programme DIPECHO de plus grande ampleur, le budget annuel a été multiplié par cinq, atteignant 30 millions d'euros en 2008. Compte tenu de son succès, le programme devrait continuer de se développer au cours des prochaines années.

La Commission s'est également engagée **à intégrer des composantes de réduction des risques de catastrophes dans les opérations d'aide**. L'expérience montre que l'intégration de ces composantes dans les interventions d'urgence permet d'accroître leur acceptation par les populations affectées. Elle renforce également l'impact d'autres activités financées par les donateurs pour le développement dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes.

Quelques exemples de ces activités:

- formation aux techniques de construction de bâtiments résistants aux tremblements de terre;
- formation au contrôle de la qualité de l'eau après des inondations;
- préparation au choléra.

Dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes, la Commission joue également **un rôle important de promotion et de conseil** au sein des institutions de l'Union européenne et à l'égard d'autres parties intéressées, notamment les donateurs pour le développement et les autorités locales et nationales.

Toutes les activités en matière de réduction des risques de catastrophes devraient être considérées comme des contributions au Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 – un engagement international pour la réduction des risques de catastrophes, pris à Kobe, au Japon, en janvier 2005.



SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE

Les tremblements de terre et, dans une moindre mesure, les éruptions volcaniques sont difficiles à prévoir. Mais toutes les catastrophes naturelles ne surviennent pas de manière subite. Des événements tels que les tempêtes tropicales et certains types d'inondation peuvent être anticipés. Malheureusement, les messages d'alerte n'atteignent pas toujours à temps les personnes les plus vulnérables. Aussi, les systèmes d'alerte précoce, basés sur les communautés et faciles à comprendre et à entretenir, constituent un atout précieux qui permet de sauver de nombreuses vies humaines chaque année.

Le service d'aide humanitaire de la Commission européenne a fondé ses projets sur les critères des systèmes d'alerte précoce instaurés par la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles (ISDR) des Nations Unies. Les projets apportent:

- **la connaissance des risques:** le système doit être conçu avec une bonne connaissance de la région où il fonctionnera. Tous les risques sont-ils connus? Les zones les plus à risque sont-elles identifiées?
- **les capacités de surveillance/d'alerte:** le système doit être en mesure de détecter et de prévoir à temps les dangers futurs afin de générer des alertes précises et opportunes.
- **la communication:** des informations claires et utiles sur les dangers imminents doivent être relayées de manière efficace, et atteindre à temps toutes les personnes exposées.
- **la réactivité:** des capacités de réponse locales doivent être mises en place. Lorsque «l'alarme» retentit, les personnes doivent savoir quoi faire et de quelle façon.



EAU ET ASSAINISSEMENT

L'eau constitue toujours une préoccupation majeure. Les réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement sont souvent endommagés ou détruits, entraînant des pénuries en eau potable et en eau pour le traitement des blessés et pour l'hygiène de base. Dans la période post-catastrophe, garantir des conditions d'hygiène minimales afin de limiter les risques sanitaires est une priorité. Des actions préparatoires locales sont donc cruciales dans les régions sujettes aux catastrophes naturelles afin d'assurer l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Un abri sans eau ou latrines, ou avec des réservoirs d'eau mal placés, peut vite devenir une zone de risques potentiels pour la population qu'il accueille.

L'expérience montre que la préparation aux catastrophes doit être mise en œuvre avec les communautés vulnérables afin d'appliquer les solutions les plus appropriées. Les projets DIPECHO englobent, entre autres, les activités suivantes:

- pré positionnement des réservoirs d'eau;
- installation de petites unités de chlore;
- gestion des déchets;
- campagnes d'éducation sanitaire;
- surveillance des maladies d'origine parasitaire et véhiculées par les insectes, des épidémies et de la qualité de l'eau.

À titre d'exemple, ces types d'activités ont fait toute la différence pour les communautés touchées par les inondations de 2007 et 2008 en Bolivie et en Équateur.



ÉQUIPES DE SECOURS LOCALES

Les catastrophes dues aux éléments naturels ou à l'homme sont de plus en plus nombreuses, et leurs impacts de plus en plus graves. Les 12 premières heures d'une catastrophe sont déterminantes en termes de vies humaines sauvées. Plus les opérations de recherche et de sauvetage commencent rapidement, plus grandes sont les chances de survie. Le renforcement des ressources humaines et matérielles locales implique des investissements en dehors des périodes de crise de telle sorte que les populations locales puissent réagir de manière opportune et efficace face aux catastrophes futures.

Compter exclusivement sur l'aide extérieure peut souvent réduire les chances de survie des populations affectées par les catastrophes. Une équipe nationale, familiarisée avec la culture et les valeurs sociales locales, et ayant une bonne connaissance de la région, peut aider à mettre rapidement sur pied des opérations de recherche et de sauvetage.

La Commission finance des projets qui visent à renforcer la capacité des équipes de secours locales. Ceux-ci comprennent la création et la formation d'équipes de volontaires ainsi que la fourniture de matériel adéquat afin qu'ils soient en mesure de rechercher, localiser et secourir les personnes prisonnières des décombres, et de leur dispenser les premiers soins.



ABRI D'URGENCE

Souvent année après année, les cyclones, les tremblements de terre, les inondations et les glissements de terrain balayent en un instant les fragiles habitations des plus démunis. L'une des premières réponses humanitaires apportées par les organismes d'aide consiste à mettre à disposition des équipements de base tels que des tentes et des bâches. Quelques semaines plus tard, l'assistance se poursuit au besoin avec des matériaux de construction et des outils pour construire des abris temporaires qui permettront aux personnes sinistrées d'avoir un toit en attendant la reconstruction ou la construction de leur foyer.

Les plus pauvres sont les premiers à bénéficier d'un abri «transitoire». Mais l'expérience montre malheureusement que ces structures rudimentaires et fragiles demeurent souvent leur seul logement pendant des années. Utilisées comme structures de base, elles sont fréquemment agrandies, consolidées et embellies. Il est donc très important de fournir des matériaux appropriés et d'utiliser des méthodes correctes, dès le départ.



Dans les différentes régions du monde exposées aux catastrophes, la Commission finance de plus en plus des logements temporaires conçus pour résister au moins aux catastrophes naturelles de faible ampleur et pour permettre à la population de surmonter l'épreuve.

Dans les régions enclines aux inondations telles que certaines parties du Cambodge, les maisons sont construites sur des pilotis, tandis qu'au Bangladesh, les soubassements sont surélevés et renforcés avec de la pierre et du béton. Les piliers aux quatre coins d'une maison sont faits en béton pour éviter que l'eau ne les emporte. Aux Philippines, qui essuient au moins une vingtaine de typhons par an, les maisons sont bâties sur de solides fondations, les murs et les toitures sont rendus solidaires et équipées de contreventements pour résister aux mouvements latéraux.

Mais la réduction des risques de catastrophes ne se limite pas à améliorer les logements temporaires mis à disposition dans le contexte de l'aide humanitaire. Elle implique également de former la population locale, les bâtisseurs, les maçons et les futurs propriétaires de maison aux techniques de construction résistant aux catastrophes naturelles. Celles-ci peuvent être appliquées à d'autres maisons bâties en dehors du cadre des programmes d'aide. Les projets prévoient de promouvoir un fort engagement de la part des autorités de tous les niveaux à assurer une planification adéquate et à mettre en œuvre des normes et des réglementations de construction.



LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES COMMENCE À L'ÉCOLE

La préparation aux catastrophes commence à l'école. Pas seulement parce que les enfants sont particulièrement vulnérables, mais également parce qu'ils peuvent jouer un rôle important dans la diffusion des informations à leur famille et aux communautés.

Désireuse de mettre l'accent sur la préparation des communautés aux catastrophes et d'adopter une approche orientée vers les personnes, la Commission s'engage pleinement à sensibiliser les enfants, à accroître leurs connaissances et à rendre les écoles beaucoup plus sûres. Elle contribue largement à promouvoir auprès des autorités locales, nationales et régionales l'intégration prioritaire de la réduction des risques dans les programmes et les activités scolaires générales. L'objectif final est de soutenir la culture de prévention et la résistance aux catastrophes. Les enfants peuvent se faire les porte-parole du changement auprès des adultes, notamment au sein de leur propre famille mais aussi au sein de leur communauté. C'est essentiel dans les régions où les taux d'analphabétisme sont élevés.

Les organismes partenaires ont mis en œuvre ces composantes dans le monde entier, quelquefois avec des projets axés sur les enfants. Parmi les exemples d'initiatives figurent le développement de matériel pédagogique pour les écoles, l'organisation de campagnes d'information et de formations pour les enseignants et les élèves sur la gestion des catastrophes. En termes concrets, les projets comprennent des activités telles que des exercices de simulation de catastrophes, des actions de sensibilisation via des concours de dessins, la mise en place d'équipes de secours et de plans d'urgence au niveau des écoles.

La Commission encourage également la construction d'établissements scolaires sûrs. C'est un élément important pour sauver des vies lorsque la catastrophe frappe car les écoles servent souvent d'abri de secours pendant et après une catastrophe naturelle.





GROUPES VULNÉRABLES

Lorsqu'une catastrophe frappe, certaines personnes sont inévitablement plus vulnérables que d'autres. Différents facteurs peuvent en être la cause :

- leur localisation (ces personnes vivent dans des endroits reculés auxquels les secours ne pourront accéder qu'après plusieurs jours, voire plusieurs semaines);
- leurs conditions de vie, dans la pauvreté et/ou dans des bidonvilles;
- leur appartenance à un groupe minoritaire (par exemple ethnique, linguistique, religieux, ou à une caste) qui peut être négligé ou ignoré lorsque des décisions locales ou nationales sont prises concernant le déploiement des secours;
- leur âge (les enfants et les personnes âgées sont physiquement moins aptes à surmonter les effets d'une catastrophe);
- leur genre (par exemple, dans certaines sociétés, les femmes ne sont pas considérées sur un pied d'égalité);
- leur handicap.

Il importe d'assurer la dignité des personnes affectées par des crises humanitaires. Les individus devraient être considérés non pas comme des victimes éventuelles, mais plutôt comme des acteurs potentiels, capables de sauver leur propre vie mais aussi de contribuer à sauver celle des autres.

Pour cette raison, les programmes de réduction des risques de catastrophes de la Commission européenne mettent l'accent sur les groupes les plus vulnérables. L'objectif est de les responsabiliser en leur fournissant les moyens de réagir de manière appropriée en situation de crise.

PRÉPARATION À LA SÉCHERESSE

La Corne de l'Afrique (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie et Soudan) est l'une des régions du monde les plus pauvres et les plus agitées par des conflits. Le changement climatique et la diminution à long terme des précipitations sont à l'origine d'un phénomène de désertification. Les populations agricoles ont à peine le temps de se relever après une sécheresse, qu'un nouvel épisode survient.

Les faibles précipitations sont l'élément déclenchant plutôt que la cause des crises récurrentes liées à la sécheresse. Toutefois, ces faibles précipitations engendrent des difficultés pour les éleveurs et les bergers dans la mesure où ces épisodes répétés enrayent les mécanismes palliatifs traditionnels qui permettent aux personnes de survivre pendant les périodes de sécheresse.

Traditionnellement, les communautés ont un système bien défini pour aider les personnes les moins bien loties à rétablir leurs troupeaux après une catastrophe. Mais l'ampleur de la sécheresse récurrente a considérablement réduit leurs capacités de résistance.

De plus en plus de gardiens de troupeaux sont confrontés à des pertes de revenus et, suite à l'érosion progressive de leurs ressources, ne peuvent plus subvenir à leurs besoins, même dans les périodes normales; ils se retrouvent ainsi dans le plus grand dénuement. Cela entraîne une prolifération de nouvelles huttes dans les zones de peuplement dont les occupants ne peuvent compter que sur l'aide humanitaire en eau et en nourriture pour survivre.

Les communautés locales vulnérables affectées par l'impact des cycles de sécheresse récurrents sont au centre des préoccupations du programme de la Commission de préparation à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique. Ce programme cible essentiellement les gardiens de troupeaux nomades et semi-nomades et les éleveurs sédentaires. Le but est de réduire l'impact de cette catastrophe à «évolution lente» en y apportant une réponse adaptée et en menant des activités de préparation telles que:

- l'entretien des points d'eau essentiels;
- la cartographie des sources d'eau;
- la fourniture de matériel pour le maintien des ressources hydriques;
- l'établissement de réseaux communautaires;
- le soutien aux structures traditionnelles telles que les caravanes de chameaux pour le transport de l'eau;
- l'amélioration de l'accès à des pâturages non utilisés (si possible et si approprié);
- le soutien aux systèmes d'alerte précoce et aux institutions responsables en matière de prévention et préparation aux catastrophes, aux niveaux régional et local;
- les campagnes de vaccination des personnes (notamment des enfants) et des animaux;
- les soins de santé primaires, dispensés notamment aux mères et à leurs enfants, et;
- l'amélioration de l'assainissement.



LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES EN ACTION

La préparation aux catastrophes montre que les personnes vivant dans les zones à risque sont loin d'être désarmées face aux catastrophes lorsqu'elles disposent des connaissances locales, des pratiques et des mécanismes de réaction appropriés.



BANGLADESH

En juin 2007, Chittagong, deuxième métropole et ville portuaire du Bangladesh, a été dévastée par des glissements de terrain. Les pluies torrentielles tombées sur les collines ont entraîné la saturation des sols et déclenché des coulées de boues qui ont déferlé sur les maisons au petit matin, ne laissant à leurs occupants aucune chance de s'enfuir. Environ 95 personnes ont été tuées ou portées disparues.

Des bénévoles de l'ONG ActionAid, recrutés et formés dans le cadre d'un projet DIPECHO, ont joué un rôle essentiel dans les opérations de recherche et de sauvetage dès le début du sinistre.

Avant même l'arrivée des secours officiels, un groupe de bénévoles locaux a mené des opérations de secours; ils ont sauvé des vies, transporté des blessés à l'hôpital et retrouvé les corps de victimes.

À la fin de l'opération, ce groupe avait sauvé huit personnes puis il a contribué à sauver d'autres vies humaines aux côtés des secours officiels.

«Les exercices de sauvetage et de premiers secours, et la formation que nous avons reçue, m'ont permis de réagir très vite», rappelle l'un de ces bénévoles.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Aux premières heures du 28 octobre 2007, une dépression tropicale formée dans les Caraïbes s'est transformée en tempête tropicale, baptisée «Noël». Ce système météorologique de taille considérable, qui se déplaçait lentement, a déversé des pluies torrentielles sur la République dominicaine pendant 72 heures.

Le bilan de la tempête tropicale Noël a été de 116 victimes et des douzaines de disparus; deux tiers du pays ont été inondés et des dégâts considérables ont été causés aux infrastructures publiques, aux habitations et aux cultures.

Toutefois, Saint-Domingue a connu un petit miracle. Des centaines de maisons de la capitale, particulièrement touchée par les inondations, ont été détruites et la plupart des affaires et effets personnels des habitants ont été perdus. Mais, en dépit de cela, personne n'a été blessé ni tué dans cinq quartiers où l'organisation Intermón OXFAM avait mis en œuvre une initiative communautaire de préparation aux catastrophes, financée par la Commission.



Le projet a eu pour objectif d'initier les communautés à l'auto-assistance avant, pendant et immédiatement après une situation d'urgence. On leur a enseigné comment réagir sans attendre l'aide extérieure; ainsi les cinq communautés ciblées ont été en mesure d'anticiper le danger, d'alerter les autres et d'évacuer à temps la zone à risque. Aucune des infrastructures construites par Intermón Oxfam pour réduire les risques (routes d'évacuation, poteaux et enseignes) n'a subi de dommages.



CORNE DE L'AFRIQUE

La plupart des personnes qui vivent sur les terres arides et semi-arides de la Corne de l'Afrique sont des gardiens de troupeaux nomades qui élèvent des chameaux, du bétail et des chèvres. Ce mode de vie était habituellement adapté à cet écosystème fragile, mais le changement climatique a eu pour effet de sonner l'alerte. Les mécanismes qui permettaient traditionnellement aux communautés de faire face aux crises sont désormais fragilisés et les moyens de subsistance menacés.

Ces dernières années, la sécheresse récurrente a entraîné une réduction massive du cheptel. La perte de chameaux, utilisés pour le transport par les nomades, a eu des conséquences désastreuses. Trop peu de chameaux ont survécu pour assurer l'acheminement de charges accrues d'eau et de fournitures d'aide à destination des familles implantées loin des points de ravitaillement.

Dans une stratégie à long terme visant à préparer les communautés à faire face à la sécheresse, la Commission, avec ses partenaires CORDAID/PISP (Pastoralist Integrated Support Programme), a lancé un projet de préparation à la sécheresse, qui prévoyait notamment la mise à disposition de chameaux de trait.

La communauté Yaa Galbo a bénéficié de cette opération. Gufu Umuro, un «ancien» du village, a fait le commentaire suivant:

«Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la sécheresse une année sur deux et cela a considérablement affaibli nos capacités de résistance et nos mécanismes sociaux traditionnels. Nous avons reçu 87 chameaux du PISP, qui ont permis d'améliorer notre situation. Les 48 ménages qui forment notre village peuvent à présent se déplacer en seulement trois équipes, alors qu'il en fallait cinq ou six avant l'arrivée des nouveaux chameaux. Les chameaux nous aident à nous procurer de l'eau: c'est exactement ce dont nous avons besoin.»

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Lors des catastrophes naturelles, ce sont les enfants qui paient le plus lourd tribut. Aussi sont-ils souvent le principal groupe cible des stratégies de réduction des risques de catastrophes, élaborées en vue de renforcer la résistance des communautés à risque.



Une campagne de sensibilisation et un concours artistique ont été organisés conjointement en Amérique Latine et dans les Caraïbes par le biais de cinq sponsors dans le domaine de l'aide humanitaire: Commission européenne, Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles (ISDR) des Nations unies, UNICEF, Fédération internationale de la Croix Rouge (FICR) et PLAN International. Le thème était « La réduction des risques de catastrophes commence à l'école ».

Ce projet, qui faisait partie du Cadre d'action de Hyogo, a eu pour objectif d'attirer l'attention des enfants de moins de 12 ans, et de les sensibiliser à l'importance de la réduction des risques et de la préparation aux catastrophes.

Cette initiative régionale de sensibilisation du jeune public a connu un vif succès. Plus de 250 000 enfants de 20 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ont directement participé aux activités. Et à en juger les travaux artistiques produits, le message a été compris.

Plus de 2 000 contributions ont été présélectionnées pour les finales régionales qui se sont déroulées à Panama. Les publics locaux ont pu être atteints grâce aux efforts de collaboration des cinq sponsors et de nombreux autres acteurs (organisations nationales, internationales et régionales, ministères de l'enseignement, organismes de protection civile, écoles), ainsi que des amis et des personnes qui soutiennent le programme.

Des prix ont été décernés aux enfants ainsi qu'aux écoles fréquentées par ces enfants. Les 12 dessins gagnants, dans trois catégories d'âge différentes, ont été intégrés dans un calendrier 2008 réalisé par les sponsors.



NICARAGUA

En septembre 2007, Félix, un ouragan de catégorie cinq, a touché le Nicaragua précisément à l'endroit où un projet DIPECHO de la Commission était en cours de mise en œuvre avec l'aide d'un organisme partenaire, le GVC (Gruppo di Volontariato Civile). Ce violent ouragan a causé des glissements de terrain dans la baie de Sandy – communauté côtière accessible uniquement en bateau.

Dans le cadre du projet, le GCV avait déjà dispensé une formation de base et fourni des équipements de secours aux communautés rurales de la Baie de Sandy et à certains quartiers urbains de Bilwi. Grâce aux comités d'urgence mis en place dans la zone d'impact de l'ouragan Félix, la population locale a été informée à temps et les évacuations ont pu être organisées. Des équipes de secours avaient été constituées et formées et des walkies-talkies avaient été distribués. L'équipe du projet a pu ainsi assurer par téléphone la coordination avec la sécurité civile.

La bonne qualité de la communication et de l'organisation a permis d'améliorer la gestion de la crise par les communautés locales lors de la première phase, déterminante, du sinistre. Le projet a donc atteint son principal objectif qui était de sauver des vies et de limiter les souffrances.



PÉROU

San Martín Alao est un petit village situé au confluent de deux rivières dans la région amazonienne du Pérou. Lors de pluies torrentielles, le niveau des rivières monte et le village est inondé.

En 2006, la Commission, en collaboration avec l'ONG German Agro Action, a lancé un projet pour former les personnes en matière de prévention des catastrophes et de réponse aux urgences, dans différentes provinces de San Martín. Ce projet a été mis en œuvre par une organisation locale, ITDG Soluciones Práticas. Diverses activités qui permettraient de réduire les risques et de protéger les communautés locales ont été identifiées.

À San Martín Alao, il a été décidé de construire des gabions, sur 30 mètres de berges près du point de jonction des deux rivières, en vue de retenir et canaliser les eaux en crue. L'ensemble de la communauté a participé à cette construction, dont les matériaux ont été financés au titre du projet. Cet exemple est considéré comme un modèle de ce que les personnes sont capables de réaliser lorsqu'elles sont mobilisées autour d'un objectif commun. Le projet a permis de sensibiliser les habitants du village et de renforcer la sécurité et la prospérité de l'ensemble de la communauté.





TADJIKISTAN

Au cours de l'été 2005, de fortes inondations ont touché la province méridionale du Tadjikistan, affectant environ 20 000 personnes. Les cultures, les terres et le bétail ont été largement touchés et un certain nombre de bâtiments administratifs, de maisons et d'infrastructures ont également été endommagés, voire complètement détruits.

En 1999, la Commission a encouragé la création du Comité national pour les situations d'urgence qui supervise le travail de l'équipe de secours spécialisée «CENTROSPAS». Cette équipe a sauvé de nombreuses vies lors des inondations de 2005, venant en aide à un millier de personnes.

«CENTROSPAS» a reçue une aide supplémentaire au renforcement des capacités et contribue désormais à son tour à organiser, former et équiper des équipes locales de réponse aux catastrophes. Celles-ci comprennent des groupes de jeunes volontaires constitués dans les établissements scolaires de différentes régions du Tadjikistan.

Le projet a permis de renforcer les capacités locales pour faire face aux futures inondations, grâce à un mécanisme efficace d'auto-assistance.



VIETNAM

L'objectif de la réduction des risques de catastrophes, basée sur les communautés, est d'intégrer des projets pilotes réussis dans la planification, les normes et les réglementations locales, et de diffuser ces bonnes pratiques dans une région ou sur l'ensemble d'un pays.

Au Vietnam, huit partenaires DIPECHO ont décidé de mettre en commun leurs efforts dans un projet spécifique intitulé «DIPECHO Advocacy Initiative Network». Son but est de s'adresser aux décideurs politiques en tant qu'un seul groupe, en vue de:

- promouvoir les bonnes pratiques éprouvées;
- encourager une meilleure planification stratégique, et;
- montrer avant tout que des communautés mieux préparées sont la clé d'un développement régulier et efficace de l'ensemble du pays.



Le projet a permis de formuler des messages clés qui pourront être utilisés par tous les partenaires dans leurs activités promotionnelles et médiatiques. Il permet de s'assurer que tout le monde parle d'une seule et même voix et de renforcer les connaissances au travers de publications et de visites de projets. Une attention particulière a été portée aux médias locaux et nationaux.

Cette initiative a montré que la mutualisation des efforts profite à toutes les parties et a permis de développer le dialogue entre la société civile et le gouvernement. Le réseau s'est élargi au-delà du cadre DIPECHO, suscitant l'intérêt d'autres organisations, des médias et du secteur privé. Des pays voisins ont également exprimé le souhait de lancer des initiatives similaires dans leur pays.



«Le mandat humanitaire de la Commission européenne est de sauver des vies humaines. En incluant des mesures de préparation aux catastrophes dans nos financements nous sommes au centre de l'effort mondial visant à renforcer la stratégie de réduction des risques de catastrophes et à aider les communautés les plus vulnérables.»

Louis Michel

Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire

LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE AVEC LES VICTIMES DE CATASTROPHES

Le service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) est placé sous la responsabilité directe du Commissaire Louis Michel.

TRAVAILLER AVEC DES PARTENAIRES SUR LE TERRAIN

Pour l'aide humanitaire, la Commission européenne agit au travers de quelque 200 partenaires opérationnels comprenant les agences spécialisées des Nations unies, le mouvement de la Croix Rouge/Croissant Rouge et des organisations non gouvernementales (ONG)

Depuis 1992, la Commission a financé l'aide pour des millions de victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'Union européenne.

Cette aide est mise à disposition des victimes de façon impartiale, c'est-à-dire indépendamment de leur race, de leur groupe ethnique, de leur religion, de leur sexe, de leur âge, de leur nationalité ou de leur appartenance politique.

UN DONATEUR CLÉ

La Commission européenne est l'un des plus importants donateurs humanitaires dans le monde. En 2007, son aide humanitaire s'est élevée à plus de €768 millions soutenant des projets dans plus de 70 pays. Ce montant n'inclut pas l'aide donnée indépendamment par les 27 Etats Membres. Les fonds servent à fournir des biens et des services tels que nourriture, vêtements, abris, soins médicaux, approvisionnement en eau, réparations d'urgence et déminage. La Commission finance également des projets de préparation aux catastrophes et de réduction des risques dans les régions exposées aux catastrophes naturelles.

Crédit photos: ECHO - S. Perez Diaz, F. Duboc, A. Pollitzer, H. Veit, N. Watkins, C. Wittebrood
Partenaires: ACTED DE (Agence d'aide à la coopération technique et au développement); Action Aid Bangladesh; CARE DE; German Agro Action

Service d'aide humanitaire (ECHO)

Commission européenne

B-1049 Bruxelles, Belgique

Tél.: (+32 2) 295 44 00

E-mail: echo-info@ec.europa.eu

Site web: <http://ec.europa.eu/echo>



Sources Mixtes

Groupes de produits issus de forêts bien gérées et d'autres sources contrôlées.
www.fsc.org Cert no. EUR-COC-051203
© 1996 Forest Stewardship Council

Agir face
à l'urgence

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire